Élections Législatives du 23 Juin 1968

CIRCONSCRIPTION de LANNION-PAIMPOL

Électrices, Électeurs,

Nous venons de vivre une grande lutte des travailleurs pour améliorer leurs conditions de vie.

Le Pouvoir gaulliste et le Patronat ont été contraints de DISCUTER d'abord (ce qu'ils refusaient de faire depuis 10 ans).

Ils ont dû céder et accorder des revendications, parfois vieilles de plusieurs années.

Nous sommes maintenant dans un nouveau combat, le combat électoral.

La Nation a la possibilité de porter un nouveau et grand coup au Pouvoir gaulliste, les 23 et 30 juin.

Le Parti Communiste Français, opposant résolu à de Gaulle depuis le début, et longtemps seul, est assuré de grands progrès dans l'ensemble du Pays.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et toute la population feront en sorte qu'il en soit de même dans la circonscription de Lannion-Paimpol, bien que de Gaulle refuse le droit de voter à des centaines de milliers de jeunes, qui ont plus de 21 ans.

Le général de Gaulle, comme il l'a clairement laissé entendre, dans sa causerie à l'O.R.T.F., est décidé à essayer DE REPRENDRE AUX TRAVAILLEURS ce qu'il a été obligé de leur concéder.

Il faut donc, maintenant, assurer sa défaite sur le plan électoral.

Nul ne peut s'étonner du grand mouvement de grève de mai et juin. Depuis longtemps, les travailleurs, à la ville comme à la campagne, manifestaient, sous des formes diverses, leur profond mécontentement à l'égard de la politique gaulliste.

La grève de mai et juin est l'aboutissement naturel de nombreuses luttes partielles menées depuis 1959.

Nul ne peut, non plus, être surpris par le mécontentement des étudiants, de leurs maitres, des parents d'élèves, puisque, comme nous l'avons répété, pour notre part, la situation de l'Education Nationale continue de se dégrader et que les jeunes, même pourvus de diplômes, ne sont pas sûrs de ne pas se retrouver sans métier.

COMMENT pourrait-on comprendre qu'il existât 4 millions de personnes gagnant moins de 60.000 AF. par mois, que le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés ait piétiné depuis dix ans, que le chômage frappe environ un million de travailleurs (chômage total et chômage partiel), alors que, par l'effort de la classe ouvrière et grâce au progrès technique, LA PRODUCTION A AUGMENTÉ de 50 % ces dernières années et la productivité du travail de 60 % ? COMMENT pourrait-on justifier qu'il y eût encore des salaires de 35.000, 40.000 ou 50.000 AF. par mois ?

COMMENT pourrait-on s'expliquer, si le Pouvoir gaulliste défendait l'exploitation familiale, que 50.000 exploitations agricoles disparaissent tous les ans, que 160.000 personnes actives quittent l'agriculture annuellement et que, par exemple, le prix du porc soit aujourd'hui le même qu'il y a 20 ans ?

COMMENT trouver explication à la fermeture de nombreuses boutiques de petits commerçants, de milliers d'ateliers artisanaux, de quantités de petites entreprises, sinon par une concentration commerciale et industrielle, volontairement accélérée par le Pouvoir gaulliste, par des charges fiscales de plus en plus écrasantes, qui portent des coups toujours plus durs aux couches moyennes des villes et des bourgs ?

COMMENT justifier que l'emploi diminue sans arrêt dans la Marine Marchande, alors que la France continue de faire faire une bonne partie de son commerce maritime sous pavillon étranger ?

Au surplus, dans le remaniement ministériel qu'il vient de faire, le Chef de l'Etat a supprimé LE SECRETARIAT D'ETAT AU TOURISME ! Voilà qui ne va guère dans le sens du développement d'une des principales activités bretonnes. Aucune protestation des « centristes » PLEVEN et BOURDELLES !

En réalité, comme nous le prévoyions il y a 10 ans, seul le grand capital est favorisé sous le régime de de Gaulle.

Il est intéressant de relire maintenant le livre qu'il avait écrit en 1932 « Le fil de l'épée », dans lequel, parlant des masses populaires, il dit que « ces animaux politiques ont besoin d'un maitre ! ».

LE CAS DES PRIMEURISTES

Notons d'abord qu'il y eut déjà mévente dans le passé, alors qu'il n'y avait pas de grèves.

Notons aussi que la saison 1968 était prévue comme devant être difficile, à cause du printemps médiocre, à cause des ressources des travailleurs des villes qui diminuaient, à cause de la carence permanente des Pouvoirs Publics dans l'organisation du marché des primeurs (par exemple, en laissant se faire des importations intempestives).

Il est vrai, cependant, que la grève n'a pas arrangé les choses.

Les grévistes se sont d'ailleurs efforcés de limiter les difficultés pour les primeuristes, et, contrairement aux calomnies répandues par la Réaction dans les régions de primeurs, notre camarade François GÉGOU, lui-même, a fait des démarches personnelles dans ce sens auprès des cheminots de Saint-Brieuc.

MAIS QUI DONC EST RESPONSABLE DES GRÈVES ?

Ce ne sont pas les travailleurs, qui défendent leurs conditions de vie, comme les cultivateurs l'ont fait eux-mêmes, et avec raison.

C'est le pouvoir gaulliste, par sa politique dirigée contre les masses populaires, qui porte l'entière responsabilité de ce qui s'est produit et a conduit la France au chaos.

Le Pouvoir gaulliste, parce qu'il est l'ennemi commun des ouvriers et des paysans, CHERCHE A LES DIVISER, pour maintenir sa domination. Pour cela, il fait feu de tout bois, et la preuve, c'est qu'à la manifestation de PAIMPOL, qui s'en est pris aux grévistes, il y avait en tête un MAREYEUR MILLIARDAIRE et un MARBRIER connu pour ses opinions d'extrême droite.

Cette opération politique avortera. Les cultivateurs, primeuristes ou pas, savent, dans leur grande masse, que leurs intérêts et ceux des salariés, LEURS CLIENTS, sont les mêmes. Et ils savent aussi que les communistes mènent, depuis dix ans, un ardent combat contre ceux qui exploitent le travail des uns et des autres.

•

La politique gaulliste, M. BOURDELLÈS, député sortant, en a soutenu les aspects essentiels depuis 10 ans.

Il a toujours encouragé à voter « oui » à de Gaulle. Il a voté le budget gaulliste pendant plusieurs années, même en 1963, quand le général repoussa dédaigneusement la loi-programme pour la Bretagne.

Il a voté les principales lois gaullistes qui ont mis les travailleurs des villes et des campagnes dans la situation où ils sont. Il est partisan du « Marché Commun » (tel qu'il est), qui défavorise l'économie française, ET L'AGRICULTURE EN PARTICULIER. En décembre 1965, lors des Présidentielles, PLÉVEN, chef de file des « Centristes » dans les Côtes-du-Nord, appelait publiquement à voter de Gaulle au 2e tour. Il est vrai que BOURDELLÈS a voté la dernière motion de censure. C'est parce qu'il a peur de la gauche dans cette circonscription. M. PLÉVEN, qui se croit, à Dinan, à l'abri des surprises, ET QUI EST DU MEME PARTI QUE M. BOURDELLES, n'a pas voté, lui, la motion de censure.

M. BOURDELLÈS fait, ici, l'affaire du Pouvoir gaulliste. Aussi, celui-ci ne présente qu'un candidat de principe, un candidat de pure forme : M. LE GUERN.

M. BOURDELLÈS est un sous-marin gaulliste.

Voter LE GUERN ou voter BOURDELLÈS, c'est la même chose.

•

Le calme, le sang-froid, la sagesse du Parti Communiste Français, au cours des derniers événements, ont impressionné tout le monde.

Sans faiblesse aux côtés des travailleurs, il a désapprouvé les méthodes de ceux qui, dans les usines et les Universités, consciemment ou non, voulaient mener la classe ouvrière et nos jeunes à l'aventure.

Il est significatif de voir un journal comme « Le Télégramme » parler, le 1er juin dernier, de « la solidité tranquille » de M. WALDECK ROCHET, pour lequel, précisait le journaliste KERDANIEL, « bon nombre d'anti-gaullistes, même fort éloignés du communisme, seraient prêts à voter ».

Nous avons condamné les violences.

La solution n'est pas là. Elle est dans l'union totale de la classe ouvrière, des paysans-travailleurs, des étudiants, des couches moyennes des villes, pour obliger DE GAULLE à céder.

NOUS avons désapprouvé les menaces qu'un groupuscule de Lannion, a proférées contre les travailleurs qui ne faisaient pas grève. Il faut **EXPLIQUER, CONVAINCRE ET NON MENACER.**

Nous affirmons que certaines attitudes (inspirées par le même groupuscule), quand on collecte pour les travailleurs en grève, inadmissibles en elles-mêmes, sont préjudiciables au Mouvement et rendent service au Pouvoir.

LA SOLUTION DE LA CRISE EST DANS LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DÉMOCRATIQUE, AUQUEL LES COMMUNISTES SONT PRETS A PARTICIPER, et non pas dans des replâtrages, qui consistent à changer l'enveloppe pour garder la même marchandise ou dans un retour à un passé dont personne ne veut. L'alliance d'une partie de la gauche avec la droite a toujours débouché sur une politique réactionnaire.

DE GAULLE et POMPIDOU sont tellement conscients, eux aussi, que le danger pour eux, c'est l'union solide de toutes les forces de gauche, qu'ils ont décidé, pour essayer de diviser la gauche, d'axer leur campagne électorale contre le Parti Communiste Français.

Quel pourrait être le programme d'un gouvernement populaire et d'union démocratique ? Voici en gros ce que proposent les communistes, certaines mesures demandant à être étalées sur un certain laps de temps :

Salariés

- Augmentation substantielle des pensions, salaires et retraites. Echelle mobile.
- Application de la loi de 40 heures, votée depuis 32 ans.
- Liberté syndicale à l'entreprise et pouvoirs étendus des Comités d'entreprise (en particulier sur l'embauche et les débauchages, proposés par le Patronat).
- Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes et pour les professions pénibles.
- Lutte contre le chômage, la solution principale étant, dans ce domaine, la création d'emplois nouveaux par le développement de l'industrie, surtout dans des régions sous-développées comme la Bretagne. Le chômage serait déjà réduit par l'application des 40 heures et la retraite plus tôt.
- Suppression réelle et immédiate des abattements de zones.
- Abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale.

Paysans

- Prix agricoles rentables à la production.
- Prêts et subventions, par PRIORITÉ, à l'exploitation familiale.
- Encouragement moral et financier A LA COOPÉRATION AGRICOLE, sous toutes ses formes.
- Amélioration du Statut du Fermage et du Métayage.
- Développement de la consommation intérieure par le relèvement des ressources des travailleurs des villes et des bourgs.
- Amélioration de la Mutualité Sociale Agricole.
- Développement de l'enseignement technique et général. A l'heure actuelle, 10 % seulement des étudiants sont des enfants d'ouvriers ou de paysans.
- Retraite aussi à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes.

Éducation nationale

- Le quart du budget pour l'instruction publique.
- Réforme des Universités, des examens, avec la collaboration des étudiants, des maîtres, des parents d'élèves. Les communistes ont un projet précis dans ce domaine depuis des années, projet qui répond entièrement aux désirs des étudiants.
- Une seule école, l'école nationale, la formation religieuse étant donnée, le cas échéant, en dehors de l'école.

Artisans, petits et moyens commerçants, petites entreprises

- Clientèle disposant de plus de ressources, par l'amélioration de la situation des salariés, des paysans, des retraités et pensionnés, des vieux.
- L'augmentation de la clientèle solvable et la réforme des impôts leur permettraient de faire face au supplément de charges provenant des avantages accordés aux salariés.
- Réforme fiscale profonde, faisant payer le grand capital et soulageant les couches moyennes. Prendre, enfin, l'argent là où il est.
- Sécurité Sociale convenable. Retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes.

Marins

- Soutien à la pêche artisanale.
- Construction de nombreux navires et satisfaction aux revendications des marins et pensionnés. La France a beaucoup à gagner à posséder une forte Marine Marchande.
- Péréquation des pensions. Pour les veuves, les 2/3 de la pension du mari, au lieu de la moitié. Pension à 50 ans.

Il ne faudrait pas oublier la Santé Publique, les Anciens Combattants, les Infirmes, l'Enfance inadaptée, les Vieux, dont la retraite doit être portée à un minimum de 30.000 AF. par mois, les vieux qui se souviendront que c'est un ministre communiste du Travail, **Ambroise CROIZAT,** qui a fait, en 1946, la loi leur donnant une retraite, **l'imposant à DE GAULLE.** Dans l'immédiat, les personnes âgées vont profiter de l'action des travailleurs en activité. Droit de vote aux jeunes à 18 ans.

CE PROGRAMME EST FAVORABLE A TOUS LES TRAVAILLEURS, SANS DISTINCTION DE PROFESSION OU D'OPINION

L'ARGENT ?

1.) Un impôt vraiment proportionnel sur le revenu et un impôt réel sur la fortune.

2.) Arrêter de construire des bombes atomiques.

3.) Supprimer les dépenses somptuaires.

4.) Nationalisation des banques d'affaires, des banques de dépôt et de tous les secteurs-clés de l'économie, ce qui procurerait des ressources nouvelles à l'Etat et empêcherait, au surplus, le grand capital de saboter une politique de gauche.

5.) Suppression des cadeaux faits aux grandes sociétés (elles bénéficient, en particulier, d'un prix bas pour les transports par voie ferrée, de prix dérisoires pour l'électricité qu'elles emploient). **DES CENTAINES DE MILLIARDS SONT AINSI OFFERTS TOUS LES ANS, PAR LE POUVOIR GAULLISTE, A LA GROSSE INDUSTRIE, AVEC L'ARGENT DES TRAVAILLEURS ! DES MILLIERS DE MILLIARDS** pourraient être ainsi dégagés pour une politique de progrès social.

En politique extérieure, nous sommes contre le Pacte Atlantique, pacte de guerre froide, dont la France devrait se retirer l'année prochaine. Le Pacte de Varsovie, comme le proposent les Pays Socialistes, disparaîtrait en même temps. Nous sommes contre la Petite Europe politique, capitaliste et réactionnaire, qui nous soumettrait aux monopoles allemands, et, en définitive, aux monopoles américains. Nous demandons l'aménagement du Marché Commun qui, tel qu'il est, désavantage l'économie française. Nous sommes pour le commerce avec tous les Pays, sur la base des avantages réciproques, et pour des liens économiques, sociaux et culturels avec tout le monde, sans distinction de régime. Pour le désarmement général et contrôlé, pour la paix immédiate au VIETNAM, par la cessation de l'agression américaine.

Nous mettons les travailleurs en garde contre les calomnies que la réaction répand et va répandre ces jours-ci, contre les communistes en particulier, pour essayer de faire peur à certaines couches sociales. Les démocrates doivent être attentifs à contrebattre cette odieuse propagande.

En votant Marcel HAMON-François GÉGOU

En votant le 23 Juin pour les militants fidèles à la cause du peuple

C'EST POUR LES PROPOSITIONS CI-DESSUS QUE VOUS VOTEREZ

Vous voterez aussi **pour la paix civile,** pour un gouvernement populaire et d'union démocratique, seule solution valable à la crise actuelle.

Vu : Les candidats

Imprimerie MAUGER - LANNION